

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 20/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



TOYOTA INDUSTRIAL EQUIPMENT

ZAC de l'Aéropole
44150 ANCENIS-SAINT-GEREON

Références : N6-2022-0567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement TOYOTA INDUSTRIAL EQUIPMENT implanté ZAC de l'Aéropole 44150 ANCENIS-SAINT-GEREON. L'inspection a été annoncée le 05/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre des suites de plusieurs modifications intervenues en 2018 et 2021, pour vérification d'exigences réglementaires associées. Elle a également permis d'aborder la situation administrative associée à la consommation de solvants, notamment de peintures, et sur l'évolution de cette consommation de solvants sur la base des Plans de Gestion de Solvants des quatre dernières années. Plusieurs points de contrôle ont également été vérifiés concernant les rejets atmosphériques et d'eaux pluviales du site. Enfin, l'exploitant a pu présenter brièvement ses projets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOYOTA INDUSTRIAL EQUIPMENT
- ZAC de l'Aéropole 44150 ANCENIS-SAINT-GEREON
- Code AIOT dans GUN : 0006302630
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site produit essentiellement des chariots élévateurs thermiques, mais peut également produire des produits plus spécifiques à la demande de ses clients, dans son champ de compétences. Il emploie environ 600 personnes, et est implanté sur une superficie de 231 000 m² dont 100 000 m² occupés et 34 000 m² de bâtiments.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plans de gestion de solvants
- Conformité des rejets atmosphériques
- Gestion et rejets des eaux pluviales de la station de lavage et de la piste d'essai
- Projet d'extension du parking en cours
- REACH - utilisation de substances annexe XIV et XVII ou candidates
- Disponibilité des besoins en eau en cas d'incendie
- Conformité à l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 août 2021 (presse d'emboutissage)
- Projets du site y compris l'extension du parking des salariés en cours

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.181-47	/	Sans objet
Situation administrative	Décret du 28/10/2019, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Augmentation de capacité de l'activité peinture	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 7	/	Sans objet
Situation administrative	Décret du 12/05/2020, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Flux annuel des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 et 30	/	Sans objet
Conformité des rejets atmosphériques du site	Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 4.3.	/	Sans objet
Piste d'essai des chariots	Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 7.2. et 7.3.	/	Sans objet
Disponibilité des besoins en eau en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 8.1.	/	Sans objet
Substances règlement REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article annexes XIV et XVII	/	Sans objet
Extension du parking salariés	Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 2.3.	/	Sans objet
Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 2.3.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité des rejets atmosphériques des cabines de peinture	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité des rejets dans l'air de l'unité de dégraissage-phosphatation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1 et 57	/	Sans objet
Rejets des eaux pluviales de la station de lavage des chariots	Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 3.6.	/	Sans objet
Défense incendie de la presse d'emboutissage du bâtiment Châssis	AP Complémentaire du 23/08/2021, article 2	/	Sans objet
Câblage électrique cuve de stockage d'effluents n°2	Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 7.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit fournir rapidement des éléments et engager des démarches concernant la consommation de solvants sur le site. Il doit également anticiper sur les évolutions du site afin de se conformer au code de l'environnement et engager les procédures administratives nécessaires avant réalisation des modifications. Il doit fournir enfin un certain nombre d'informations et compléments à l'inspection des installations classées concernant certains points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement de dénomination sociale
Prescription contrôlée : I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant confirme le changement de dénomination sociale de l'entreprise titulaire de l'autorisation, et pense avoir transmis un courrier à ce sujet au moment de ce changement il y a quelques années. L'inspection des installations classées n'a pas trouvé trace de ce courrier.
Observations : L'exploitant devra transmettre les éléments nécessaires dans le cadre du changement d'exploitant, ou le courrier transmis au préfet avec ces informations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 28/10/2019
Thème(s) : Situation administrative, Classement sous la rubrique 1978
Prescription contrôlée : Par courrier du 7 mai 2021, l'exploitant a demandé le bénéfice des droits acquis pour la rubrique n°1978 créée. Il a indiqué être concerné au titre des activités : - 5- Autres nettoyages de solvants pour une capacité de 10 tonnes par an ; - 8- Autres revêtements, pour une capacité de 28,6 tonnes par an. Le courrier préfectoral du 8 septembre 2021 a permis d'acter ce classement avec ces capacités maximales.
Constats : Lors de l'inspection, sur la base du Plan de Gestion de Solvants (PGS) 2021, il a été fait le bilan de la consommation de solvants pour les deux activités précitées. Pour l'activité 5- Autres nettoyages de solvants la consommation de solvants en 2021 s'élève à 11,42 tonnes, soit une augmentation de 14,2% de la capacité maximale annoncée dans le courrier du 7 mai 2021. Pour l'activité 8- Autres revêtements elle s'élève à 32,28 tonnes, soit une augmentation de 12,9% par rapport à la capacité maximale annoncée dans le courrier du 7 mai 2021. Cette augmentation de capacité n'a pas été au préalable portée à la connaissance du préfet (articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement).
Observations : L'exploitant devra veiller à anticiper les augmentations de capacité au sens de la nomenclature des ICPE et les porter à connaissance du préfet au préalable.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Nom du point de contrôle : Augmentation de capacité de l'activité peinture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de solvants

Prescription contrôlée :

Augmentation de l'utilisation de solvant

Une augmentation de la masse maximale de solvants organiques utilisée, en moyenne journalière, par une installation existante lorsque cette dernière fonctionne dans des conditions normales, au rendement prévu, en dehors des opérations de démarrage et d'arrêt et d'entretien de l'équipement, est considérée comme une augmentation importante si elle entraîne une augmentation des émissions de composés organiques volatils supérieure :

a) A 25 % pour les installations exerçant les activités et ne dépassant pas les seuils de consommation listés dans le tableau ci-dessous, ainsi que pour les installations exerçant d'autres activités soumises au présent arrêté et dont la consommation est inférieure à 10 tonnes par an :

	Activités	Seuil de consommation de solvants en tonnes/an
1	Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	< 25
3	Autres unités d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	< 25
4	Nettoyage de surface à l'aide de composés organiques volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 1 t/an	< 5
5	Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/an	< 10
8	Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles (autres que l'impression sérigraphique en rotative), de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	< 15
10	Revêtement de surfaces en bois, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	< 25
13	Revêtement du cuir, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 10 t/an	< 25
16	Revêtement adhésif, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	< 15
17	Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encres et de colle, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 100 t/an	< 1 000

b) A 10 % pour toutes les autres installations.

Lorsqu'une augmentation importante est réalisée, elle est préalablement portée à la connaissance du préfet en tant que modification notable au sens de l'article R. 512-54 (II) du code de l'environnement en mentionnant les activités relevant de la rubrique n° 1978 sur lesquelles elle porte.

Dans les six mois suivant la mise en service de l'augmentation importante, l'exploitant effectue une surveillance des émissions de la partie modifiée, aux fins de vérification par l'inspection des installations classées de la conformité de l'installation aux exigences du présent arrêté.

Constats : L'augmentation de la consommation de peinture a fait l'objet d'une remarque lors de l'inspection du 30/09/2016, alertant sur la nécessité d'anticiper une augmentation de plus de 10% de la consommation de solvants en cours d'augmentation, constituant une modification potentiellement substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. L'arrêté préfectoral de 2018 mentionne le tonnage de référence pris en compte, correspondant à la dernière procédure avec enquête publique, soit 20,2 tonnes.

Les PGS des quatre dernières années indiquent une consommation de solvants de :

- 20,5 tonnes pour 2018 (soit une augmentation inférieure à 10% par rapport à la référence de 20,2 tonnes) ;
- 38,5 tonnes pour 2019 (soit une augmentation de 90%);
- 22,2 tonnes pour 2020 (soit une augmentation de 19%) ;
- 43,7 tonnes en 2022 (soit une augmentation de 116%).

L'exploitant indique que cette augmentation est due à une augmentation de cadence de production. Il indique être en cours d'établissement d'un courrier d'information du préfet à ce sujet.

Observations : L'exploitant doit informer le préfet dans les plus brefs délais de cette augmentation importante de la consommation de solvants, et transmettre la résultats de la surveillance exigées au titre de l'article 7 de l'arrêté du 13 décembre 2019 aux fins de vérification par l'inspection des installations classées de la conformité de l'installation aux exigences de cet arrêté.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 12/05/2020
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2940
Prescription contrôlée : Le site est soumis à enregistrement sous la rubrique 2940-2 (initialement autorisation ; changement de nomenclature) : Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/ j (E) b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j (DC) Rubrique 3670 (IED) Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 1. Supérieure à 150 kilogrammes par heure (A-3) 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1 (A-3)
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation du site de 2001 (dernière enquête publique) fixe une capacité maximale d'activité au titre de la rubrique 2940 de 180 kg/j L'arrêté préfectoral du 30 août 2018 et le courrier préfectoral du 26 août 2019 ont acté une capacité maximale autorisée au titre de la rubrique 2940-2 de 311 kg/j. L'exploitant a également signalé dans un porter à connaissance en 2021 que sa capacité maximale d'activité au titre de la rubrique 2940-2 était portée à 352 kg/j. L'augmentation est supérieure à 100 kg/j depuis la dernière procédure avec enquête publique (2001), qui correspond à la valeur du seuil d'enregistrement de la rubrique 2940-2. Elle a encore vraisemblablement augmenté depuis, sans que l'exploitant n'ait pu présenter l'état actuel de la consommation maximale journalière de peinture correspondant à la rubrique 2940-2. Conformément aux dispositions de l'article R.122-2 du code de l'environnement, et à la note du ministère de la Transition écologique du 20 décembre 2021, cette modification entre dans le cadre d'une procédure de cas par cas.
Observations : L'exploitant doit engager une procédure d'examen au cas par cas au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement. Il doit également se positionner auprès de l'inspection des installations classées sur la situation du site au titre de la rubrique 2940-2, mais également au titre de la rubrique 3670, en considérant une capacité maximale de produits appliqués et solvants consommés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Nom du point de contrôle : Flux annuel des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 et 30
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV
<p>Prescription contrôlée : article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 : d) Les installations dans lesquelles sont exercées deux ou plusieurs des activités visées par les 19° à 36° de l'article 30 du présent arrêté sont tenues de respecter les exigences prévues pour les substances indiquées au point c ci-dessus et, pour les autres substances : - de respecter les dispositions des " 19° à 35° " de l'article 30 du présent arrêté, pour chaque activité prise individuellement; - ou d'atteindre un niveau total d'émission ne dépassant pas celui qui aurait été atteint en application du tiret ci-dessus.</p> <p>article 30 de l'arrêté du 2 février 1998 : 22 - Application de revêtement, notamment sur support métal, plastique, textile, carton, papier, à l'exception des activités couvertes par les points 19 et 20 : si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : Si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>36 - Nettoyage de surfaces (Toute activité de nettoyage ou de dégraissage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Une activité de nettoyage constituée de plusieurs étapes se déroulant avant et après une autre activité est considérée comme une seule activité.) Si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an.</p> <p>Si la consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou halogénés étiquetés R 40 est supérieure à 1 tonne par an, les dispositions du deuxième alinéa du c du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : La valeur limite de la concentration globale des solvants à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 2 mg/m³. La valeur limite de la concentration globale des solvants halogénés « de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 », exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 20 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an.</p> <p>Arrêté préfectoral du 5 juin 2001 - article 4.3.2.1. : En outre, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>Constats : D'après les quatre derniers PGS de 2018 à 2021 le flux annuel des émissions diffuses est inférieur à 20% de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>Le site est concerné par les activités 22 et 36 en référence à l'article 30 de l'arrêté du 2 février 1998. L'activité 36 - Nettoyage de surfaces implique une consommation de solvants supérieure à 10 tonnes par an. Pour cette activité, le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit donc pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer le respect de cette prescription.</p> <p>Concernant les solvants à mentions de dangers particulières, l'exploitant indique ne pas en utiliser. Pour le vérifier il utilise un outil informatique recensant les substances utilisées sur le site pour faire une extraction et rechercher les substances contenant ces mentions de dangers, en contrôlant que ces substances ne sont pas incluses dans la liste des solvants figurant dans le PGS.</p>

<p>Cette vérification est faite annuellement. Les documents relatifs à cette vérification pour l'année 2021 n'ont pu être présentés .</p> <p>En complément, il précise que l'ajout de références de produits sur le site passe par une demande auprès du référent produits chimiques, relayée auprès des référents Santé-Sécurité, Environnement, et de la médecine du travail, puis validée par le chef d'établissement.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection des installations classées que le flux annuel des émissions diffuses correspondant à l'activité de nettoyage de surface respecte le ratio de 20% de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>Il devra également transmettre les justifications de non-utilisation de solvants à mentions de dangers particulières précitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Conformité des rejets atmosphériques du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 4.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques du site

Prescription contrôlée :

4. 3.2.1. Application de revêtement : application de peinture (une cabine)

L'installation est prévue pour consommer plus de 15 tonnes par an de solvants.

Installation	Valeur limite d'émission de COV non méthanique
application apprêt	75 mg/m ³ *
application base	75 mg/m ³ *
séchage	50 mg/m ³ *

COV : composés organiques volatils

4. 3.2.2. Installations de traitements de surfaces : dégraissage phosphatant

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les valeurs limites maximales fixées comme suit:

- acidité totale, exprimée en H : 0,5 mg/Nm³
- HF, exprimé en F : 5 mg/Nm³
- CN : 1 mg/Nm³
- alcalins, exprimés en OH : 10 mg/Nm³
- NOx, exprimés en NO₂ : 100 ppm

4.3.3. Contrôles

Une surveillance annuelle des rejets atmosphériques visés à l'article 4.3.2. est réalisée par un organisme tiers agréé. Elle porte sur:

- . le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration,
- . le bon traitement des effluents atmosphériques (respect des valeurs limites ci-avant),
- . l'évaluation des émissions diffuses de solvants.

Les résultats de ces contrôles quantitatifs et qualitatifs des rejets à l'atmosphère par un organisme tiers agréé sont transmis à l'inspecteur des installations classées accompagnés d'un état récapitulatif annuel de la consommation de peintures et diluants contenant des COV.

Constats : Le process de production du site implique le déroulement successif des phases suivantes, en référence à l'arrêté préfectoral du site, d'après l'exploitant lors de l'inspection :

- dégraissage phosphatation ;
- application base (à l'aide d'un robot et en manuel) ;
- étuve (séchage) ;
- application apprêt (à l'aide d'un robot et en manuel) ;
- étuve (séchage) ;
- cabines de retouche 1 et 2 (si nécessaire).

Le dernier rapport 2021 de contrôle des émissions atmosphériques a été transmis à l'inspection, de même que le rapport 2020.

Des mesures sont faites au niveau de 5 exutoires. Trois d'entre eux sont clairement identifiés, dont le séchage en étuve.

Plusieurs étapes de séchage sont citées par l'exploitant, alors qu'un seul exutoire est concerné par les mesures.

Les cabines de retouche ne sont pas citées dans l'arrêté préfectoral de 2001.

Par ailleurs, les rejets de l'activité de dégraissage phosphatation ne sont pas clairement explicités dans les rapports de contrôle. En revanche, les polluants à rechercher conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral de 2001 sont bien identifiés en grande partie dans les séries 2 "application base" et "application apprêt", sauf les NOx identifiés en série 1.

Les résultats des mesures réalisées en 2020 et 2021 ne montrent pas de dépassement des valeurs limites applicables.

Observations : L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées une liste et un plan des exutoires des rejets canalisés du site et clarifier les résultats des derniers rapports de contrôle des émissions atmosphériques au regard des exigences de l'arrêté préfectoral

d'autorisation du site du 5 juin 2001. En particulier, il devra justifier de l'ajout des cabines de retouches comme source de rejets atmosphériques du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Nom du point de contrôle : Conformité des rejets atmosphériques des cabines de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Composés en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998
<p>Prescription contrôlée : Article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>7 - Composés organiques volatils :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.</p> <p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III : Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³. En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés. Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>
<p>Constats : D'après les PGS la diéthylamine, substance en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998, est utilisée dans le process du site au niveau des cabines de retouche. Suite à l'écart n°1 de l'inspection du 30/09/2016, elle devait être intégrée dans les mesures sur les rejets de ces cabines. Ce point avait été rappelé à l'exploitant par un message électronique de l'inspection des installations classée du 1er avril 2019. Les rapports de contrôle 2020 et 2021 des émissions atmosphériques du site intègrent bien des mesures de ce composé dont les concentrations sont conformes aux dispositions réglementaires précitées.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité des rejets dans l'air de l'unité de dégraissage-phosphatation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1 et 57
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de l'unité de dégraissage-phosphatation
Prescription contrôlée : Article 1 de l'AMPG 2565 du 9 avril 2019 Le présent arrêté s'applique aux installations existantes à l'exception des dispositions prévues aux articles 3, 4, 5, 11, 12, 13, 14 (points c et d), 24 (dernier alinéa), 25, 27, 29 et 39. Article 57 de l'AMPG 2565 du 9 avril 2019 L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés. POLLUANT REJET DIRECT (en mg/m3) Acidité totale exprimée en H 0,5 HF, exprimé en F Cr total Cr VI Ni CN Alcalins, exprimés en OH NOx, exprimés en NO2 SO2 NH3 article 4. 3.2.2. arrêté préfectoral du 5 juin 2001 : Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les valeurs limites maximales fixées comme suit: > acidité totale, exprimée en H : 0,5 mg/Nm3 , > HF, exprimé en F : 5 mg/Nm3 > CN : 1 mg/Nm3 > alcalins, exprimés en OH : 10 mg/Nm3 NON, exprimés en NO2 2 100 ppm
Constats : Le constat n°3 de l'inspection du 30/09/2016 indique : "intégrer tous les paramètres prévus à l'occasion des prochains contrôles et à la vérification des valeurs limites définies". Moyennant les éclaircissements demandés au constat "Conformité des rejets atmosphériques du site", les mesures sur les rejets atmosphériques, y compris de l'unité dégraissage-phosphatation ne montrent pas de dépassement des valeurs limites applicables.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets des eaux pluviales de la station de lavage des chariots

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 3.6.
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des rejets d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : 3.6.2. a) Les eaux pluviales ruisselant sur les aires imperméabilisées (voirie et parking) sont évacuées via l'émissaire de rejet « sud » du site dans le fossé qui rejoint le ruisseau de la Motte (localement appelé ruisseau de Pied Beray) qui devient le ruisseau du Marais de Grée se jetant dans la Loire à 5,5 km environ au sud du site. L'émissaire de rejet « sud » est équipé en amont d'un débourbeur séparateur à hydrocarbures, aisément accessible et aménagé pour permettre le prélèvement déchantillons en toute sécurité par des organismes extérieurs. Avant rejet au fossé, ces eaux traitées doivent respecter au minimum les critères de qualité ci-après : . pH : compris entre 5,5 et 8,5 . MES : inférieures à 35 mg/l . bCO : inférieure à 125 mg/l . hydrocarbures totaux : inférieurs à 10 mg/l (norme NE T 90114).
Constats : Le dernier rapport d'analyses de l'exutoire sud désigné "entrée générale" sur le prélèvement effectué le 08/04/2022 montre que les valeurs sont conformes. Le constat n°5 de l'inspection du 30/09/2016 (écart non significatif) indiquait une concentration en hydrocarbures trop importante en sortie de la station de lavage en 2015 et 2016. Le rapport d'analyses du prélèvement effectué le 08/04/2022 au niveau de la "zone karcher" correspondant à la station de lavage, mais également les rapports de 2018, 2019, 2020 et 2021 montrent des concentrations conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Piste d'essai des chariots

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 7.2. et 7.3.													
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des rejets et préservation des milieux													
Prescription contrôlée : 7.2. Les eaux pluviales de ruissellement sur la piste d'essai sont collectées (surface bitumée) dans un réseau de collecte séparatif avant rejet dans le fossé Nord du site (exutoire : Marais de Grée puis Loire). Une vanne permet d'isoler tout rejet en cas de besoin. Un séparateur d'hydrocarbures et un bassin tampon d'un volume utile minimal de 118 m3 sont mis en place avant rejet afin de respecter l'objectif suivant : l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.													
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Valeur maximale de rejet au milieu naturel</th></tr><tr><td>Débit maximal de rejet</td><td>3 l/s/ha pour une pluie d'occurrence décennale</td></tr><tr><td>pH</td><td>Compris entre 5,5 et 8,5</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td>MES</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr></table>	Paramètre	Valeur maximale de rejet au milieu naturel	Débit maximal de rejet	3 l/s/ha pour une pluie d'occurrence décennale	pH	Compris entre 5,5 et 8,5	DCO	125 mg/l	MES	35 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l	
Paramètre	Valeur maximale de rejet au milieu naturel												
Débit maximal de rejet	3 l/s/ha pour une pluie d'occurrence décennale												
pH	Compris entre 5,5 et 8,5												
DCO	125 mg/l												
MES	35 mg/l												
Hydrocarbures totaux	10 mg/l												
[...] Au moins une fois par an, l'exploitant fait effectuer une mesure de la qualité des eaux rejetées par un laboratoire agréé [...] afin de s'assurer du respect des valeurs limites en concentration et flux fixées ci-avant.													
7.3. La haie, le bosquet et les deux mares identifiés à proximité du projet sont entièrement préservés.													
Constats : Les rapports d'analyses des eaux pluviales rejetées de la piste d'essai en 2019 et 2022 montrent des valeurs conformes. L'inspecteur a pu constater l'existence du bassin de rétention associé à cette zone aménagée en 2018, de la vanne d'isolement de ce bassin avec le dispositif de mise en œuvre conformément au mode opératoire transmis dans le porter à connaissance de ce projet. L'exploitant indique tester régulièrement le fonctionnement de cette vanne, sans préciser la fréquence ni présenter la traçabilité associée à ces tests. Lors de l'inspection, la zone étant totalement clôturée, il n'a pas été possible de déterminer si la haie, le bosquet et les deux mares avaient bien été préservés dans le cadre de la réalisation de cette piste d'essai.													
Observations : L'exploitant devra justifier : - de tests réguliers et de la traçabilité associée concernant la vanne d'isolement du bassin ; - de la préservation de la haie, du bosquet et des deux mares.													
Type de suites proposées : Susceptible de suites													
Proposition de suites : Sans objet													

Nom du point de contrôle : Disponibilité des besoins en eau en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 8.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Niveau d'eau dans les réserves incendie
Prescription contrôlée : 8.1. Moyens de secours Les moyens de lutte contre l'incendie comprennent: - des extincteurs spécifiques à la nature des risques encourus répartis dans les locaux (poudre, CO2,...) ; - des robinets à incendie armés ; - de dispositif de détection dans l'ensemble des locaux relié par une centrale d'alarme au poste de gardiennage ou de télésurveillance (la nuit ou les périodes de fermeture du site) ; - une réserve d'eau d'incendie 240 m3 existante à compléter par une réserve d'eau supplémentaire de 400 m3 environ dont l'emplacement est déterminé avec les sapeurs pompiers d'Ancenis, et munie d'une plate-forme d'aspiration pour les engins d'incendie ; - trois poteaux à incendie sur le domaine public.
Constats : Le constat n°9 de l'inspection du 30/09/2016 (remarque) indique " Le site dispose de 2 réserves d'eau en cas d'incendie (240m3 et 400m3). La vérification du niveau d'eau dans ces réserves n'est pas a priori vérifiable.S'assurer régulièrement de la disponibilité de la quantité d'eau requise (240 et 400 m³) dans ces réserves incendie." Lors de l'inspection du 3 mai 2022, l'exploitant indique qu'un système de manomètre de pression de l'eau et un flotteur dans chacune des réserves permet de faire l'appoint et d'assurer la disponibilité du volume d'eau. Il précise qu'une entreprise spécialisée dans le contrôle des moyens d'intervention en cas d'incendie contrôle le bon fonctionnement du système.
Observations : L'exploitant devra transmettre le dernier contrôle de bon fonctionnement du système permettant l'appoint d'eau et la présence du volume nécessaire dans les deux réserves d'eau précitées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense incendie de la presse d'emboutissage du bâtiment Châssis

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie lié à la presse d'emboutissage
Prescription contrôlée : Les mesures compensatoires liées aux prescriptions modifiées à l'article 1 susvisé, mises en œuvre par l'exploitant de TOYOTA Material Handling Manufacturing France, sont les suivantes : • installation d'un système d'extinction automatique d'incendie additivé défendant la machinerie de la presse d'emboutissage et le bac d'huile associé, et se déclenchant en cas de départ de feu du groupe d'huile hydraulique nécessaire au fonctionnement de la presse d'emboutissage 500 tonnes, avec possibilité de déclenchement manuel en bas de l'escalier de la machine d'emboutissage ; • installation d'un poste d'incendie additivé PIA à proximité de la presse d'emboutissage et du groupe d'huile hydraulique.
Constats : L'inspecteur a pu visiter l'installation d'emboutissage et constater la présence des dispositifs compensatoires nécessaires à la protection de l'installation vis-à-vis du risque incendie : - rampe d'extinction automatique d'incendie déclenchée par système de cartouches en cas de chaleur anormale, protégeant le groupe d'huile hydraulique situé au dessus de la presse, avec possibilité de déclenchement manuel en bas de l'escalier d'accès ; - poste d'incendie additivé PIA à proximité de la presse d'emboutissage et du groupe d'huile hydraulique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Substances règlement REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article annexes XIV et XVII
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH
Prescription contrôlée : Utilisation de substances annexe XIV ou XVII ou substances candidates du règlement REACH.
Constats : Depuis 2021, l'exploitant indique effectuer une extraction de l'outil de gestion des produits chimiques sur le site, et le croiser sur la base des numéros CAS avec les données de l'ECHA pour identifier les substances concernées par ce règlement. Concernant l'intégration de nouvelles références de produits sur le site, il précise qu'il fonctionne de la même manière que pour les substances visées par l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 (voir le constat correspondant). Le dichromate de potassium dont l'utilisation avait été constatée lors de l'inspection du 30/09/2016 n'est plus utilisé sur le site d'après l'exploitant et la présentation préparée pour l'inspection. Il ne relève aucune substance visée par l'annexe XIV du Règlement. Il recense en revanche : - 12 substances annexe XVII contenues dans 5 produits ; - 3 substances candidates à autorisation. Pour les 5 produits précités, l'exploitant a consulté les FDS étendues et étudié les restrictions d'usage. Pour les 3 substances candidates à autorisation, les échanges lors de l'inspection n'ont pas permis de déterminer si une démarche de substitution était engagée ou non.
Observations : L'exploitant devra préciser les substances en annexe XVII identifiées, et justifier du respect des restrictions d'usage associées. Pour les trois substances candidates à autorisation, l'exploitant doit justifier de l'engagement d'une démarche de substitution.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Câblage électrique cuve de stockage d'effluents n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont installées dans les règles de l'art et vérifiées régulièrement [...].
Constats : Le rapport de contrôle du 28 du 31/07/2020 de la cuve n°2 de stockage d'effluents en lien avec l'activité de peinture a été transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 13 novembre 2020. Ce rapport mentionne le mauvais état du câblage électrique de l'installation. Celle-ci a été visitée par l'inspecteur qui a constaté sa remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extension du parking salariés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 2.3.
Thème(s) : Situation administrative, Extension du site
Prescription contrôlée : Tout projet modifiant les installations et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit, avant réalisation, être porté à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : L'inspecteur a constaté que l'extension de parking, objet du porter à connaissance du 1er février 2022, a été bitumée, et que le bassin de rétention prévu pour la gestion des eaux pluviales de cette surface imperméabilisée a été creusé. Ces travaux ont été arrêtés au regard des incertitudes subsistant dans l'analyse conjointe du porter à connaissance par la DDTM et l'inspection des installations classées, relatives notamment à la délimitation de la zone humide proche du bassin, et la protection de cette zone humide dans le cadre du projet.
Observations : L'exploitant doit se mettre en relation avec la DDTM afin d'échanger sur les éléments du dossier et fournir les compléments nécessaires à l'aboutissement du dossier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2001, article 2.3.
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Tout projet modifiant les installations et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit, avant réalisation, être porté à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires. L'article R.181-46 du code de l'environnement précise " I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. "
Constats : En fin d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspecteur plusieurs projets à venir sur le site.
Observations : L'exploitant doit caractériser les modifications des installations correspondant à ces projets en fonction de leur nature (augmentation de capacité, changement de la nature des substances ou des procédés utilisés, extension géographique), évaluer la nouvelle situation des installations au regard de la nomenclature des ICPE et se positionner sur le caractère notable voire substantiel de ces modifications, et transmettre le(s) dossier(s) correspondant(s) au préfet. Une modification notable implique d'attendre la position du préfet sur proposition de l'inspection des installations classées instruisant le dossier, avant de mettre en œuvre la modification. Une modification substantielle implique d'attendre pour mise en œuvre l'issue de la nouvelle procédure d'autorisation environnementale. L'exploitant pourra s'appuyer sur la note DGPR du 21 décembre 2021 qui a actualisé la doctrine administrative applicable en matière d'instruction des dossiers de modifications des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) présentées par les exploitants, notamment le chapitre III et le paragraphe I qui concernent les projets de modification d'AIOT dans le champ d'une autorisation environnementale. L'inspection des installations classées attire également l'attention de l'exploitant sur la notion de connexité (article L.181-1 du code de l'environnement) : les installations dites « connexes » peuvent être classées ou pas. Ce sont des installations qui ne sont a priori pas concernées, mais qui sont tout de même prises en compte quand : - soit elles sont nécessaires au fonctionnement de l'installation objet de la demande (ex une chaufferie non classée qui alimente en chaleur l'installation objet de la demande) - soit elles sont susceptibles d'en modifier les dangers ou inconvénients (par effet domino, par modification des effets de surpression, etc...). Enfin, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant les termes du courrier préfectoral du 10 novembre 2021 : "le III de l'article L. 122-1 du code de l'environnement précise que lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrages, afin que ses incidences soient évaluées dans leur globalité. Le cumul d'évolutions survenues sur un site, depuis la procédure complète d'autorisation, et ayant été chacune considérée comme non substantielle peut conduire, à un certain moment, à considérer comme substantielle la dernière modification, en elle-même non substantielle."
Type de suites proposées : Susceptible de suites